

3 QUESTIONS A VIJAY NARAIDOO

« Restons mobilisés »

■ Où en êtes-vous avec la campagne en faveur d'une Convention des droits des personnes âgées ?

La campagne bat son plein à travers Maurice, avec des réunions de sensibilisation au niveau des associations de personnes âgées, des femmes réunies dans les centres communautaires, au niveau des collègues. Cette problématique fait partie de notre programme de formation en droits humains ouvert au grand public qui se tient à notre centre de formation sis à Belle-Rose. Au niveau du gouvernement, la Commission pour les Droits des Personnes âgées de DIS-MOI, a une oreille plus attentive depuis l'installation de Maneesh Gobin comme Attorney General et ministre des droits humains. Donc nous nous attendons à ce que notre république donne tout son appui lors des discussions qui se tiendront au mois de juillet lors des débats de la 9e session du 'Open Ended Working Group on Ageing' de l'ONU, dont les deux thèmes sont 'Autonomie et Indépendance' et 'Soins de longue durée et soins palliatifs'. DIS-MOI a soumis ses analyses à cette instance.



■ Votre campagne de sensibilisation ne s'achève-t-elle pas en juillet ?

Bien au contraire. L'impact de la campagne menée par les militants de DIS-MOI est tel qu'il y a de plus en plus de demandes pour des sessions d'information sur la problématique du vieillissement. L'Éducation à la citoyenneté n'a pas de fin en soi. Nous sommes des militants

farouches des droits humains et en tant que tels, nous continuerons à répondre aux nombreuses sollicitations des associations, des ONG et autres institutions. C'est comme cela qu'émergera le citoyen nouveau, responsable et solidaire de son prochain. Nous participerons également aux débats sur le plan régional et international.

■ Vous êtes donc satisfait de votre campagne ?

Pleinement satisfait. J'ajoute que nous avons un calendrier pour les prochains six mois et pour l'année prochaine. Il s'agit aussi d'établir un programme de travail de notre bureau à Rodrigues avec la collaboration des acteurs du social.

J'ajoute que notre réseau s'étendra jusqu'à Madagascar et les Comores, car le phénomène du vieillissement ne touche pas que Maurice.

Permettez-moi d'ajouter que ce travail a été rendu possible grâce à une équipe dynamique de la Commission qui comprend Mme Mohinny Kedoo, MM. Vishnu Gooradoo et Hureeram Shewraj.

Demande réitérée

DIS-MOI, ONG qui promeut les droits humains et dans le sud-ouest de l'océan Indien, réitère sa demande auprès de l'État mauricien pour son appui total à l'adoption d'une Convention des Droits des Personnes âgées. Il s'agira pour nos représentants permanents à l'ONU de participer pleinement aux débats de la 9e session du Groupe de Travail à Composition Limitée sur le Vieillessement à l'ONU du 23 au 26 juillet prochains.

Sachez que cette année, quatre institutions du gouvernement ont soumis leur analyse au Groupe de Travail sur les deux thèmes suivants : 'Soins de longue durée et Soins palliatifs', et 'Indépendance et Autonomie.' Il s'agit de la Medical Unit du ministère de la Sécurité sociale et le ministère de la Santé ; le Commissaire des prisons, le MACOSS et le Senior Citizens' Council. La Commission nationale des Droits de l'Homme a fait de même. De son côté, DIS-MOI a exprimé ses analyses en sa capacité d'ONG accréditée auprès de l'ONU.

Vijay Naraidoo
Président de la Commission
pour les Droits des Personnes âgées.

Number of new cases of Domestic Violence reported at FSB by sex, Island of Mauritius, 2015 - 2017

	2015			2016			2017		
	Male	Female	Total	Male	Female	Total	Male	Female	Total
Total	174	1,452	1,626	225	1,852	2,077	220	1,483	1,703

Number of new cases and types of Domestic Violence reported at FSB by sex, Island of Mauritius, 2015 - 2017

Type of problem	2015			2016			2017		
	Male	Female	Total	Male	Female	Total	Male	Female	Total
Damage to property	15	61	76	20	73	93	2	29	31
Emotional abuse (by spouse)	4	13	17	6	74	80	11	94	105
Harassment by spouse	31	279	310	23	203	226	20	68	88
Illtreatment by spouse	15	136	151	13	171	184	5	58	63
Illtreatment by others	19	83	102	12	60	72	12	66	78
Physical assault by spouse/partner	47	798	845	60	936	996	52	658	710
Physical assault by others living under the same roof	47	144	191	49	144	193	36	113	149
Psychological violence	1	27	28	8	43	51	1	23	24
Rape	1	4	5	2	8	10	-	3	3
Sexual abuse by spouse	1	11	12	1	38	39	-	19	19
Sexual harassment by spouse	-	5	5	2	13	15	-	3	3
Sodomy (marital)	1	15	16	1	14	15	1	3	4
Threatening assault by spouse	16	281	297	21	285	306	22	159	181
Threatening assault by others	16	62	78	9	54	63	9	46	55
Verbal assault by spouse (harassment, abuse, humiliation)	32	325	357	33	380	413	43	368	411
Verbal assault by others living under the same roof	24	77	101	27	103	130	17	93	110
Other, specify	2	10	12	-	10	10	-	5	5

Source: Ministry of Gender Equality, Child Development and Family Welfare

LE ELDERLY WATCH

Un "Elderly Watch" est présent dans 20 régions de Maurice avec pour objectifs:

- Promouvoir le bien-être des personnes âgées
- Fournir un soutien aux familles qui ont besoin d'aide et de protection pour les personnes âgées
- S'efforcer de prévenir les actes d'abus sur les seniors
- Signaler les cas d'abus répétés d'une personne âgée à la Elderly Protection Unit

LE ELDERLY DAY CARE

Il en existe 20 où les personnes en difficultés peuvent se rendre pour une assistance psychologique.

Nombre de cas de violence domestique rapportés aux Police Family Protection Units de 2010 à 2015

No de cas	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (Jan. à Oct.)
Total	3,078	3,046	3,285	2,842	3,062	2,375
No de cas impliquant des hommes	263	195	214	176	174	113



DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du sud-ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains. Vos dons sont les bienvenus.

DIS-MOI, 11 BROAD AVENUE, BELLE-ROSE, QUATRE-BORNES
TÉL.: 4665673 - INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et / ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.